

Or, ce serait pratiquement la totalité du budget qui s'en irait pour rembourser les intérêts. C'est un non-sens et nous ne pouvions pas laisser cela comme cela.

Monsieur le Président, peut-être pour le bénéfice des Canadiens et des Canadiennes, voici quelques propos de l'Institut des comptables agréés, ce qu'ils disaient en décembre 1985: «Les discussions sur le déficit sont déconcertantes et les faits ne sont pas encourageants. En 1983, le Fonds monétaire international déclarait que par rapport à l'envergure de son économie, le Canada était le pays qui accusait le déficit le plus important parmi les sept puissances industrielles du monde occidental. Un drainage toujours plus considérable des fonds du gouvernement fédéral et le prix à payer pour le service de la dette publique résultant de l'accumulation des déficits».

Et il ajoutait, monsieur le Président, à propos de la réaction du public: Quoi qu'en disent les théories, qu'elles soient en faveur ou contre les graves déficits gouvernementaux, il est indéniable que le déficit du gouvernement fédéral inquiète le grand public. C'est ce qu'a prouvé un sondage d'opinions réalisé en 1983 par la Decima Research Limited. Selon les résultats de cette enquête, le public estime que si les temps sont durs, le gouvernement devrait restreindre ses dépenses et gérer ses finances tout aussi prudemment que le fait le ménage canadien moyen. Cette perspective domestique de l'économie n'est peut-être pas très subtile, mais elle marque un intérêt profond pour l'économie du pays et pour ses répercussions sur les générations présentes et futures. Il apparaît désormais évident qu'indépendamment de toute considération, les déficits des gouvernements sont source de grande inquiétude pour la population. Une telle inquiétude, d'ailleurs, ébranle la confiance du public à l'égard des institutions économiques et politiques et, à long terme, portera sans aucun doute atteinte au rendement économique du pays.

Monsieur le Président, c'était tellement grave que M. Kenneth Dye disait: «Le déficit de l'exercice 1982-1983 pour le gouvernement libéral accusait une sous-estimation de 5.3 milliards de dollars». Alors, on cachait littéralement le déficit à cette époque.

Eh bien, monsieur le Président, je crois que nous avons un budget qui est responsable et qui est réaliste. Il est réaliste puisqu'il tient compte de la situation économique et de la situation financière catastrophique que nous avons récoltée. Entre autres, puisqu'on maintient justement l'objectif de réduire ce déficit de quatre milliards environ par année, de 38.2 milliards de ce qu'il était à 33.8 milliards cette année, et nous le ramenons, dans nos projets, à 29.8 milliards.

Pourquoi aussi est-il responsable, monsieur le Président? Parce qu'il est orienté sur la création d'emplois. Et là-dessus, on fait énormément confiance à la petite et moyenne entreprises. Nous avons ramené le taux d'imposition de 15 à 13 p. 100 et nous faisons confiance à l'entreprise privée. Elle sont 700,000 petites et moyennes entreprises au pays et ce sont elles qui génèrent le plus d'emplois.

Également, nous venons en aide aux plus démunis de la société avec notre crédit d'impôt de \$300 par famille par enfant. C'est une autre mesure qui va permettre aux familles qui en ont le plus besoin de pouvoir passer plus facilement à travers les moments difficiles que nous vivons.

Pouvoir d'emprunt—Loi

Également, il y a la recherche et le développement dans lesquels notre gouvernement a injecté 300 millions de dollars.

Il y a aussi les programmes d'emplois pour les gens, entre autres, qui dépendent du bien-être social. Pour la première fois, notre gouvernement met 100 millions de dollars axés pour les personnes qui, justement, sont les plus démunies de notre société.

Nous venons aussi en aide au secteur culturel avec 75 millions de dollars.

Alors, c'est un ensemble de mesures qui permettent aux citoyens les plus démunis de faire face à la situation présente et également qui devraient se traduire par la création additionnelle d'emplois. Nos performances en un an sont quand même assez impressionnantes. Nous avons créé 585,000 emplois et nous avons ramené le taux de chômage à 9.8 p. 100, ce qui est déjà une performance qui mérite d'être signalée même si cet effort doit se poursuivre.

Notre première année est un gage de confiance et de réussite que les citoyens doivent continuer à avoir et à prendre en considération.

Notre taux d'inflation s'est maintenu également au taux de 4 p. 100, ce qui est une autre performance qui est assez excellente et qu'on doit poursuivre encore.

Monsieur le Président, également je voudrais peut-être rappeler les propos de l'honorable député de Windsor, ce matin, qui disait que nous ne respectons pas nos engagements. Je suis un peu surpris de voir des députés de l'opposition qui veulent nous faire la morale.

Je me rappelle, il y a quelques années, et sans doute vous vous rappelez aussi, monsieur le Président, une certaine campagne électorale où le gouvernement libéral de l'époque avait fait campagne à la grandeur du pays et qui parlait en disant: Que jamais ce gouvernement n'imposerait de gel des salaires. Vous vous rappelez cela, on en a parlé tellement longuement. Pourtant, ce gouvernement, quelques mois plus tard, lorsqu'il prenait le pouvoir, s'empressait d'imposer un gel des salaires. Je pense donc qu'avant de vouloir faire la morale aux autres, on devrait peut-être regarder ce qu'eux ont dit et ce qu'ils ont fait.

Monsieur le Président, nous avons dit à la population que nous voulions assainir l'économie, que nous voulions réduire le déficit et que nous voulions créer des emplois. Et c'est cette politique que nous maintenons et je pense que nos résultats sont excellents jusqu'à présent.

● (1720)

[Traduction]

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, cela représente un défi intéressant que de parler du projet de loi portant pouvoir d'emprunt, c'est-à-dire le projet de loi C-99 qui est en fait un énoncé de l'idéologie et de la politique du gouvernement conservateur à l'égard de ce qu'il croit être l'avenir de notre pays. Le gouvernement a parfaitement le droit de l'énoncer de cette façon, et je crois que nous, de l'opposition officielle, avons le devoir de faire valoir nos inquiétudes sur l'orientation qu'a décidé de prendre le gouvernement.